

Nos options

Christian Vandendorpe

Number 35, October 1979

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/56476ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Vandendorpe, C. (1979). Nos options. *Québec français*, (35), 16–17.

Nos options

Une nouvelle rentrée scolaire, c'est l'occasion de faire le point, de vérifier la qualité de son dynamisme et la solidité de ses approches pédagogiques. Opération nécessaire et aussi vitale que la vérification des instruments que fait le pilote avant de décoller. L'enseignant, lui, doit contrôler le degré de motivation de sa classe, vérifier les objectifs à atteindre et les démarches pour y parvenir, s'assurer qu'il n'oublie aucun de ses élèves et que chacun d'eux est pleinement engagé dans un processus actif d'apprentissage. Tâche complexe s'il en est ! Il faut n'avoir jamais enseigné ni réfléchi sur l'école pour croire *qu'il n'y a qu'à..., qu'il suffit de...* Ici, je laisse au lecteur le soin de compléter par n'importe quel lieu commun que vont répétant les profanes et les médias de masse: faire beaucoup d'analyse, faire des dictées, faire apprendre les règles par cœur, faire copier cent fois, faire lire à haute voix tout le temps, donner beaucoup de devoirs, augmenter le nombre de bulletins, etc.

Cette approche naïve des problèmes de l'éducation constitue un frein terriblement efficace à toute véritable réforme pédagogique. On n'imagine pas de campagne de presse par laquelle l'opinion populaire ferait pression sur le corps médical pour qu'il renonce à l'anesthésie, à la chirurgie ou à l'aspirine et qu'il leur préfère une bonne saignée ou une bonne purge comme au bon vieux temps. Chacun réclame pour soi le meilleur traitement possible et le moins douloureux. Par contre, quand il s'agit de l'école, chacun se sent menacé si les enseignants s'écartent du modèle du passé. Et les demandes de la population portent invariablement sur un retour aux contenus et aux méthodes qui caractérisaient l'école de la génération précé-

dente. Car tout le monde a fréquenté une école assez longtemps pour en garder quelques souvenirs. Souvenirs dont la nature corrobore la loi énoncée par l'anthropologue Margaret Mead, selon laquelle « tous les hommes semblent s'attacher plus tenacement à une identité culturelle apprise dans la souffrance qu'à une identité acquise dans le plaisir et la joie. » Ceci explique l'extraordinaire résistance des sociétés à renoncer à des relations adultes-enfants basées sur la contrainte, les punitions et toutes les formes d'autoritarisme que recèle la situation scolaire traditionnelle.

Aussi, en dépit du respect qu'on doit à la démocratie, il faut se méfier profondément de la clameur populaire qui semble présenter le retour à la tradition comme la solution à tous les problèmes. La société québécoise a cessé d'être traditionnelle depuis une vingtaine d'années. À vouloir figer l'école dans sa tradition, on risque d'accroître à un niveau intolérable le sentiment qu'éprouvent déjà nombre d'étudiants d'une rupture totale entre l'école et la vie. Ce n'est pas en renforçant les mesures disciplinaires qu'on réduira le nombre des *drop-out* ou des *drop-in*.

Une école véritablement démocratique, ce n'est pas celle où les contenus et les méthodes seraient dictés par les parents: c'est une école où parents, enseignants et étudiants s'accorderaient sur les objectifs, les démarches et la gestion de la classe. Utopie? C'est en œuvrant pour l'utopie qu'on a le plus de chances de déboucher sur une formule viable et acceptable pour tous. L'histoire est tout entière tissée des innombrables ajustements par lesquels les sociétés ont rééquilibré les relations qu'elles entretenaient avec leurs voisins ou entre leurs différents groupes.

À Québec français, nous avons, depuis le début, affirmé qu'un changement était nécessaire. Mais pas n'importe quel changement. Nous ne croyons pas à une école dont on aurait évacué tous les contenus et dans laquelle, sous prétexte de « ne pas forcer l'enfant », on se contenterait de le faire jouer du matin au soir. Une telle attitude, en plus de tromper l'enfant, ne ferait que reporter à un âge ultérieur les apprentissages indispensables et enfermerait les individus dans une fréquentation scolaire permanente et dans le sous-emploi. Nous ne croyons pas non plus à une école-gadget où la pédagogie serait prise en charge par la télévision et l'électronique. Instruments d'appoint, au même titre qu'une encyclopédie ou un tableau noir, ces outils ne remplaceront jamais le contact direct avec l'enseignant qui guide, encourage, reformule, vérifie si un concept est assimilé, établit des liens, propose d'autres approches et multiplie les interactions entre les élèves. Aussi, pour nous, un système scolaire vaut ce que valent ses enseignants par leur motivation au travail et la qualité de leur formation. On aimerait voir arriver le jour où ces dimensions seraient réellement prises en compte par les négociations patronales-syndicales! En attendant, nous nous efforçons de présenter dans nos pages les articles les plus susceptibles de faire avancer la réflexion pédagogique. Cette réflexion est nécessairement collective et s'élabore de façon empirique, au gré des collaborations, sans dogmatisme et sans interdit. Les questions les plus fréquemment posées devant un compte rendu d'expérience pédagogique sont les suivantes: que veut-on faire apprendre à l'élève? Est-ce que ça lui donnera une plus grande habileté dans l'usage du français? Est-ce que l'élève peut percevoir la finalité de l'activité qui lui est

proposée ? Est-ce qu'on ne risque pas de le dégoûter de ce qu'on aura tenté de lui faire apprendre ?

Après ce rappel, brossé à grands traits, de nos options pédagogiques, il convient d'évoquer les deux autres volets constitutifs de *Québec français*: la langue et la littérature.

En choisissant de consacrer dans chaque numéro un dossier à un écrivain québécois, nous avons conscience d'aller à l'encontre d'une solide tradition d'acculturation. En effet, faisant fond sur l'ambivalence de l'adjectif « français » qui sert d'une part à différencier notre langue de l'anglais (ou des autres langues) et qui d'autre part, dans l'expression « littérature française », désigne la production littéraire venant de France (et non de Belgique, de Suisse romande ou du Québec...), de nombreux Québécois mettaient en doute, encore il y a cinq ans, l'existence d'une littérature française au Québec et la légitimité de son étude dans les réseaux du secondaire, du collégial ou de l'université. Par nos dossiers, nous avons voulu faire mieux connaître les écrivains d'ici et fournir aux enseignants des pistes pour les étudier. Soit combattre le mépris en faisant reculer l'ignorance.

Sur la question de la langue enfin, il faut rappeler les positions exigeantes que nous avons défendues depuis des années, de concert avec l'AQPF, pour que le Québec se donne un visage résolument français. Depuis la loi 101, les inquiétudes que l'on pouvait avoir sur la survie du français se sont considérablement apaisées et l'idéologie bilinguistique a singulièrement reculé. De jour en jour, le Québec se bâtit, plus fort et plus déterminé quant à la forme que prendra son avenir. Nous continuerons d'y travailler.

Et nous continuerons de faire entendre notre voix sur ces questions éminemment politiques que sont l'école, la culture et la langue. Car une société est un organisme engagé dans la mouvance de l'histoire et nous ne croyons pas qu'il appartienne aux seuls partis politiques de réfléchir sur son avenir. Notre opinion n'est pas partisane: elle est engagée.

Christian VANDENDORPE
Conseiller pédagogique
C.S. Jeune Lorette

TRIBUNE

Un slogan pour cimetières

J'y suis, j'y reste. Pareil slogan, invitant tout un peuple à célébrer son propre enterrement, trouverait sa place idéale, non pas sur les places publiques du Québec ou en bordure de nos routes nationales, mais à l'entrée des dépotoirs, des prisons et, mieux encore, en plein centre des cimetières. J'espère que les croque-morts de Pro-Canada pousseront jusqu'au bout leur logique mortuaire et donneront à leurs fossoyeurs l'ordre d'installer leurs panneaux funèbres là où ils prendront toute leur funèbre signification.

Ce slogan, à l'odeur authentiquement sépulcrale, révèle le fin fond de la pensée fédéraliste au Québec. Le style, c'est l'homme; la senteur aussi. C'est une fatalité dont Robert Bourassa nous avait donné d'éloquents exemples. Quand il parlait de « Souveraineté culturelle », ça sentait si fort que Vigneault, Leclerc, Yvon Deschamps, Pierre Perrault, André Gagnon, Gaston Miron et tout ce qu'il y a

de vivant au Québec devaient porter un masque antipollution. Ça sentait le Pétain, le schah d'Iran, le Somosa, le Bronfman, le Nixon et tant d'autres dont l'odeur embaumée encore la planète. Bref, ça sentait aussi louche et rance que la « vertu » de Ryan. Pourquoi ? Pour une raison toute simple, facile à comprendre par un exemple tout aussi simple.

Quand mes voisins coupent leur gazon, ils me le donnent et j'en fais du compost. Avant d'être coupé, le gazon sent bon, s'il n'y a pas trop de chiens errants dans le quartier. Une semaine après la coupe, le gazon est séché, si on le laisse épars sur le sol; si on l'a entassé, il commence alors à dégager une senteur qu'on peut bien qualifier de fédéraliste. Pourquoi ? Et quel rapport voyez-vous entre le compost et nos fédéralistes ? Celui-ci: Un homme coupé des racines de son peuple sèche rapidement; et si vous entassez plusieurs hommes ainsi coupés de leurs racines, en très peu de temps vous obtiendrez du compost. Par exemple,

